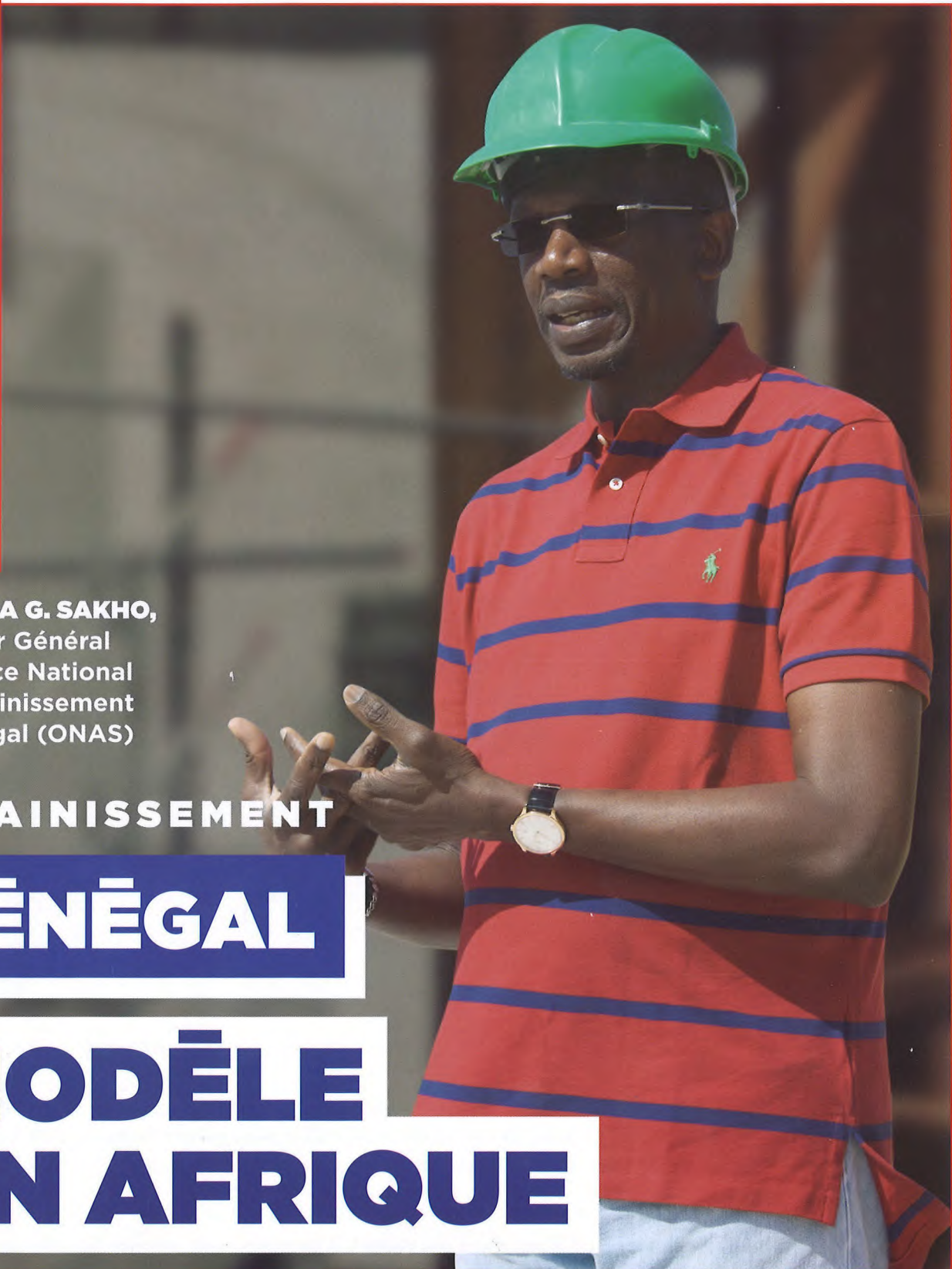


A portrait of Lansana G. Sakho, a man with a goatee wearing a green hard hat, sunglasses, and a red and blue striped polo shirt. He is gesturing with his hands while speaking. The background is a blurred construction site.

LANSANA G. SAKHO,
Directeur Général
de l'Office National
de l'Assainissement
du Sénégal (ONAS)

ASSAINISSEMENT

SÈNÈGAL

**MODÈLE
EN AFRIQUE**

SPEAK UP AFRICA

« Promouvoir l'accès à l'information
et aux services d'assainissement »

DELTA SA

« Gérer, pour l'ONAS, les
stations de boues de vidange »

DALIFORT - CITÉ SOLEIL

De rien au tout-à l'égout

Lansana Gagny SAKHO, DG ONAS

En matière d'assainissement, le Sénégal est un modèle de référence, un leader et un mentor pour beaucoup de pays africains

Dossier coordonné par Cheikh Anta SECK - Photos @ Balla FALL

Malgré le gap énorme à combler, le Sénégal a effectué des avancées notables dans le secteur de l'Assainissement. D'ailleurs, il est un modèle de référence dans ce domaine, selon le Directeur Général de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS), Lansana Gagny Sakho. En sus de l'engagement du Président de la République, Macky SALL, qui a injecté un budget triennal de 200 milliards FCFA dans le secteur, l'ONAS a également bénéficié d'un don de la Fondation Bill et Melinda Gates, à côté des prêts des autres Partenaires techniques et financiers (PTF), pour devenir un laboratoire d'expérimentation des stratégies d'assainissement. Pour cela, le Sénégal est le mentor de plusieurs Etats en Afrique subsaharienne où il occupe la 1ère place du peloton.

Après l'échec de la Lettre de politique sectorielle (LPS 2005-2015) pour l'atteinte des OMD, une nouvelle Lettre de politique sectorielle pour le développement durable (LPSD 2016-2025) sur l'Eau et l'Assainissement a été élaborée en cohérence avec l'atteinte des ODD et le PSE. Cette LPSD devant être évaluée à son 1er quinquennat en 2020. Quels en sont les objectifs pour le secteur de l'Assainissement ?

Les objectifs du secteur de l'Assainissement sont pratiquement les mêmes. C'est avoir un meilleur cadre de vie pour les populations. L'Assainissement a toujours été le parent pauvre du secteur de l'Hydraulique. Le plus gros des investissements du secteur allait toujours vers l'Hydraulique et l'Assainissement était laissé en rade. En rapport avec la nouvelle Lettre de Politique Sectorielle pour le Développement (LPSD), le Gouvernement du Sénégal a pris à bras le corps le problème de l'Assainissement avec des investissements très importants pour qu'on arrive à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Certes on n'a pas atteint les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), mais le Sénégal est leader en matière d'assainissement en Afrique subsaharienne. C'est important de le signaler. Je sais que le gap est important mais il y a une volonté politique affirmée pour améliorer le cadre de vie des populations mais également atteindre les ODD. Il ne faut pas oublier qu'en 2021, le Sénégal est à l'honneur pour accueillir le Sommet Mondial de l'Eau. Nous devons avoir et nous allons avoir des choses intéressantes à montrer pour confirmer notre leadership en Afrique au sud du Sahara.

Après deux années d'exécution de cette nouvelle LPSD, quel est le niveau de réalisation enregistré ? Qu'est-ce qui l'explique ?

On ne peut pas après seulement deux années d'exécution décliner un bilan. Ce qui est arrivé, c'est que les travaux sont en cours. Le Sénégal a des projets structurants importants avec un budget triennal de 200 milliards FCFA. Depuis l'Indépendance, cela n'est jamais arrivé. Nous sommes aussi en train de réfléchir, de façon structurelle, pour voir comment mieux gérer le secteur de l'Assainissement pour améliorer la qualité de service. Je reste très optimiste et je reste persuadé qu'au bout, nous y arriverons parce que la volonté politique existe et Son Excellence le Président Macky Sall a mis à notre disposition les moyens nécessaires pour atteindre les ODD.

Je pense que pour faire de bons résultats, cela ne dépend pas qu'on soit du Public ou du Privé. C'est l'efficacité opérationnelle qui compte...



L'ONAS a en charge la gestion de l'Assainissement urbain sur le territoire national. Qu'est-ce que cela veut dire?

Cela veut tout simplement dire que nous nous occupons de l'Assainissement des centres urbains, plus précisément dans les villes. La gestion de l'Assainissement dans les centres ruraux était du ressort de la Direction de l'Assainissement (DA). C'était une dichotomie. Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement a une nouvelle vision plus opérationnelle et plus en cohérence avec l'efficacité. Cela veut dire que l'ONAS ne travaille plus seulement dans les centres urbains, mais il se déploie aussi dans les centres

ruraux. Désormais, la DA s'occupe plus d'aspects stratégiques et l'ONAS d'aspects opérationnels sur tout le territoire national avec le même objectif, celui d'améliorer le cadre de vie des populations.

Dans le cadre de la modernisation des villes religieuses, une grosse partie a été accordée à l'Assainissement. Quel calendrier et avec quels moyens comptez-vous réaliser ces programmes ?

Nous avons un très ambitieux programme pour les villes religieuses Médina Baye, Touba, Cambéréne, Tivaouane,

Ndiassane. Je le répète, cela n'a jamais existé depuis l'Indépendance. Touba, Cambéréne et Tivaouane rentrent dans le cadre du projet des 10 Villes. Médina Baye est dans le cadre d'un projet spécial de 1,8 milliard FCFA. De façon globale, pour l'ensemble de ces quatre villes, nous avons un projet qui tourne autour de 25 milliards FCFA. C'est de notre responsabilité d'arriver, dans ces villes où les populations se rendent, de façon massive, à les mettre dans de très bonnes conditions. En dehors de cela, lors des cérémonies religieuses comme le Magal de Touba, le Gamou à Tivaouane, à Ndiassane et l'Appel de Cambéréne, nous sommes présents avec des moyens logistiques importants.

Votre feuille de route comporte, selon vous, quatre axes majeurs. Pouvez-vous revenir, pour REUSSIR, sur les contenus de ces piliers de votre gestion à la direction de l'ONAS?

Le premier axe, c'est avoir une organisation performante. Quels que soient les moyens dont vous disposez, si vous n'avez pas une organisation performante et des ressources humaines de qualité, vous n'arriverez à rien.

Le deuxième, c'est la maîtrise de notre patrimoine. Nous avons un patrimoine énorme que nous ne maîtrisons pas forcément. Nous travaillons là-dessus.

Le troisième, c'est avoir une direction de la planification et de l'exploitation. Nous devons être capables de travailler sur le long terme, de faire de la projection. Ces outils n'existaient pas dans la façon dont on le veut.

Le quatrième, et c'est le plus important, parce que nous n'avons pas les moyens d'assurer la gestion des ouvrages sur le plan financier mais, surtout, sur le plan humain. Nous avons une technicité très importante. Ce que nous allons faire, c'est impliquer le Secteur privé dans la gestion de nos ouvrages. Nous avons des ressources financières, ce qu'on appelle la redevance de l'Assainissement qui croît, de manière linéaire, entre 1 et 2 % alors que les travaux croissent, de façon exponentielle. C'est pourquoi, il y a toujours un gap de financement à trouver, en plus de devoir impliquer le Secteur privé dans la gestion. Ce n'est pas notre métier. L'ONAS est une société de patrimoine. Je crois que c'est cela la grosse structure qu'il faut enclencher le plus rapidement possible.

Je pense que pour faire de bons résultats, cela ne dépend pas qu'on soit du Public ou du Privé. C'est l'efficacité opérationnelle qui compte...



L'ONAS a en charge la gestion de l'Assainissement urbain sur le territoire national. Qu'est-ce que cela veut dire?

Cela veut tout simplement dire que nous nous occupons de l'Assainissement des centres urbains, plus précisément dans les villes. La gestion de l'Assainissement dans les centres ruraux était du ressort de la Direction de l'Assainissement (DA). C'était une dichotomie. Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement a une nouvelle vision plus opérationnelle et plus en cohérence avec l'efficacité. Cela veut dire que l'ONAS ne travaille plus seulement dans les centres urbains, mais il se déploie aussi dans les centres

ruraux. Désormais, la DA s'occupe plus d'aspects stratégiques et l'ONAS d'aspects opérationnels sur tout le territoire national avec le même objectif, celui d'améliorer le cadre de vie des populations.

Dans le cadre de la modernisation des villes religieuses, une grosse partie a été accordée à l'Assainissement. Quel calendrier et avec quels moyens comptez-vous réaliser ces programmes ?

Nous avons un très ambitieux programme pour les villes religieuses Médina Baye, Touba, Cambéréne, Tivaouane,

Ndiassane. Je le répète, cela n'a jamais existé depuis l'Indépendance. Touba, Cambéréne et Tivaouane rentrent dans le cadre du projet des 10 Villes. Médina Baye est dans le cadre d'un projet spécial de 1,8 milliard FCFA. De façon globale, pour l'ensemble de ces quatre villes, nous avons un projet qui tourne autour de 25 milliards FCFA. C'est de notre responsabilité d'arriver, dans ces villes où les populations se rendent, de façon massive, à les mettre dans de très bonnes conditions. En dehors de cela, lors des cérémonies religieuses comme le Magal de Touba, le Gamou à Tivaouane, à Ndiassane et l'Appel de Cambéréne, nous sommes présents avec des moyens logistiques importants.

Votre feuille de route comporte, selon vous, quatre axes majeurs. Pouvez-vous revenir, pour REUSSIR, sur les contenus de ces piliers de votre gestion à la direction de l'ONAS?

Le premier axe, c'est avoir une organisation performante. Quels que soient les moyens dont vous disposez, si vous n'avez pas une organisation performante et des ressources humaines de qualité, vous n'arriverez à rien.

Le deuxième, c'est la maîtrise de notre patrimoine. Nous avons un patrimoine énorme que nous ne maîtrisons pas forcément. Nous travaillons là-dessus.

Le troisième, c'est avoir une direction de la planification et de l'exploitation. Nous devons être capables de travailler sur le long terme, de faire de la projection. Ces outils n'existaient pas dans la façon dont on le veut.

Le quatrième, et c'est le plus important, parce que nous n'avons pas les moyens d'assurer la gestion des ouvrages sur le plan financier mais, surtout, sur le plan humain. Nous avons une technicité très importante. Ce que nous allons faire, c'est impliquer le Secteur privé dans la gestion de nos ouvrages. Nous avons des ressources financières, ce qu'on appelle la redevance de l'Assainissement qui croît, de manière linéaire, entre 1 et 2 % alors que les travaux croissent, de façon exponentielle. C'est pourquoi, il y a toujours un gap de financement à trouver, en plus de devoir impliquer le Secteur privé dans la gestion. Ce n'est pas notre métier. L'ONAS est une société de patrimoine. Je crois que c'est cela la grosse structure qu'il faut enclencher le plus rapidement possible.

Dans la LPS 2005-2015, l'objectif de l'Assainissement urbain était d'atteindre 1,73 million de personnes, soit un taux de 78%. Pourquoi il n'a pas été atteint ? Quelles en étaient les contraintes ?

Les raisons, comme je l'ai dit, c'est qu'on est parti d'une base très faible. C'est pour cela que nous n'avons pas atteint les OMD, mais nous sommes en train d'y travailler. L'Etat du Sénégal a fait d'énormes investissements mais on n'a pas atteint les résultats parce que le gap était trop fort alors que la base était faible. Mais aussi, il y a d'autres aspects stratégiques. Par exemple, il y a l'assainissement collectif, plus précisément le tout-à-l'égout que tout le monde veut avoir, et il y a l'assainissement autonome. Je crois qu'on a fait certaines erreurs stratégiques en pensant qu'on doit faire de l'assainissement collectif, partout. Ce ne doit pas être le cas. Ce doit être fait, selon les zones. Si on avait mis la moitié de l'argent qu'on a dépensé dans les centres urbains dans l'assainissement autonome, on aurait dépassé largement cette situation. Ce sont ces choix stratégiques qu'il faut faire. Maintenant, l'ONAS et le Ministère de tutelle, avec l'appui de la Fondation Bill et Mélanda Gates, ont décidé de travailler, de façon plus structurée, quant à la zone où mettre de l'assainissement autonome et celle pour l'assainissement collectif. Je pense que nous sommes sur la bonne voie et que nous allons atteindre les Objectifs du Développement Durable (ODD).

Cela fait dix ans que la Loi sur le Service public de l'Eau potable et de l'Assainissement a été votée, depuis 2008. Selon vous, qu'attend l'Etat pour la promulguer ?

C'est une colle (rires !) que de me demander ce que l'Etat attend pour promulguer la loi. Je pense que c'est toujours dans le circuit administratif et que la loi reste qu'elle est. C'est de l'administratif. Mais le plus important, c'est que dans l'Assainissement, tout comme dans l'Eau Potable, nous avons des avancées significatives. C'est vrai que cette loi votée aurait facilité beaucoup de choses, mais elle ne nous empêche pas de travailler. Ce n'est pas un point de blocage, mais promulguée, elle nous aurait pu aider sérieusement.

Où en êtes-vous sur le contrat de performance signé entre l'Etat et

l'ONAS ? Quels sont les termes de ce contrat de performance ?

Le contrat de performance signé entre l'Etat et l'ONAS est à sa dernière phase en 2018. Nous avons fait les évaluations et les résultats ont été globalement positifs. Nous sommes en train de travailler sur le contrat de performance 2019-2022. Je crois que, dans ce domaine, l'ONAS est un pionnier. C'est l'une des premières structures à avoir signé un contrat de performance avec l'Etat. C'est le premier contrat, avec des choses à améliorer, naturellement. Je pense que ce serait une bonne chose que toutes les administrations publiques puissent avoir des contrats de performance avec l'Etat. Nous sommes des pays pauvres. Des investissements énormes sont mis à notre disposition. Je pense que nous devons être redevables, non pas seulement en présentant des comptes de gestion, mais aussi présenter des performances opérationnelles par rapport à l'argent du contribuable qui est utilisé.

Dans le cadre de ses innovations, l'ONAS a initié une ouverture vers le

« Sur la corniche de Dakar, tous les regards d'égouts ont été volés pour être transformés en fonte. La conséquence, c'est que le sable entre dans les égouts en plus des autres déchets. A la moindre pluie, tout est bouché... »

Secteur privé pour ce qui est de la gestion des stations de traitement des boues de vidange. Quels sont les résultats enregistrés jusque-là ?

D'excellents résultats ! Je fais partie des gens qui pensent que pour faire de bons résultats, cela ne dépend pas du fait qu'on soit du Secteur public ou du privé. C'est l'efficacité opérationnelle qui compte. On ne peut s'accrocher à des choses qu'on ne sait pas gérer. Ce que nous faisons, l'Exploitation, le Secteur privé le fait mieux nous. Il n'y a aucune raison pour qu'on s'y accroche. Par exemple, pour l'Eau Potable, on a vu les avancées significatives qui ont été faites par la SDE. J'ai fait 18 ans dans le Secteur privé et je travaille dans l'Administration publique depuis 5 ans. Les paradigmes sont complètement différents. Notre rôle, en tant qu'Etat, c'est d'être un Régulateur. C'est cela, notre responsabilité. Mais je pense que pour l'Exploitation,

elle doit être le ressort du Secteur privé. On n'a pas d'autre choix. On ne peut pas continuer à fonctionner comme cela. Une chose est de faire des investissements très importants, 200 milliards FCFA, par exemple. Donc, il faut forcément aller dans le Secteur privé pour l'Exploitation. On ne doit pas attendre d'avoir fini, c'est maintenant qu'il faut travailler sur cette question fondamentale de déléguer l'exploitation des ouvrages au secteur privé. On a loupé un tournant très important, en 1996, quand on procédait à la réforme de l'Hydraulique et de l'Assainissement. L'Etat du Sénégal avait uniquement procédé à la réforme de l'Eau Potable. Il fallait les mettre ensemble et on n'aurait pas eu les problèmes que nous connaissons aujourd'hui. Nous sommes entrés dans autre contrat encore, et malheureusement nous risquons encore de manquer ce cap-là. Tout de même, on va essayer de se rattraper. Cela aurait été dommage que l'ONAS continue d'être une société d'exploitation parce que ce n'est pas son métier.

Vous envisagez d'expérimenter l'Assainissement industriel pour ce qui est de la dépollution de la Baie de Hann.

Quelles sont les solutions préconisées pour réhabiliter le collecteur Hann-Fann qui souffre d'une vétusté accrue de 70 ans d'âge ?

Ce collecteur est un véritable problème. Vous avez évoqué ses 70 ans d'âge, la bonne nouvelle c'est que nous sommes en train d'y travailler avec une entreprise dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP). Les pouvoirs publics ont saisi la gravité de la chose et son urgence nous trouverons une solution dans les plus brefs délais.

Pour la baie de Hann, c'est un projet qui date de 10 ans. C'était la deuxième ou troisième plus belle baie au monde. On en parle depuis 10 ans et on n'avance pas. Mon défi personnel, moi Directeur Général de l'ONAS, c'est de démarrer ce projet avant de chercher à faire autre chose. Je le répète, c'est un défi personnel. Nous avons des bailleurs qui nous ac-

compagnent, qui comprennent l'urgence de réhabiliter la baie de Hann. Et cela n'impactera pas seulement la baie, mais aussi les 500 mille Sénégalais qui auront accès à l'assainissement. Ce sera le règlement définitif de la pollution par les industriels-pollueurs, la reprise de valeur du foncier de la baie. Au-delà du volet assainissement, ce projet comporte beaucoup d'autres volets sociaux et économiques. Rien que pour cela, je m'engage à faire en sorte de démarrer les travaux sur l'année 2018.

La gestion de l'Assainissement devait être plus corrélée à la croissance démographique pour une meilleure exécution. Les financements ne font-ils pas défaut pour exécuter les travaux ?

Donnez-moi un seul secteur où les financements peuvent suivre la croissance démographique dans nos pays ? Il n'y en a pas ! Ce n'est pas possible. La croissance démographique dans nos pays, sur tout le continent, elle est explosive ! Il faut aborder les problèmes de façon globale. On fait des efforts, mais les problèmes démographiques restent critiques dans tous les pays. C'est le même problème avec l'emploi. Aucun pays au monde, avec le taux de croissance que nous avons, ne peut combler le gap. Ce n'est pas possible. C'est le cas dans l'Éducation, la Santé, l'Emploi et même... l'Assainissement. Quand on a une population qui explose, on ne peut pas tenir. Nous avons une urgence dans tous les domaines et le problème est là. Maintenant, nous faisons des efforts. Malgré cela, si les populations n'ont un bon comportement citoyen, on va naturellement toujours avoir de sérieux problèmes. Ce que j'appelle « *mauvais comportements citoyens* », c'est le vol des plaques d'égouts, les branchements clandestins, mettre à l'égout tous nos déchets. Ce n'est parce que cela s'appelle du « *tout-à-l'égout* » qu'on peut tout y mettre. C'est cela les grosses difficultés que nous avons. L'État fait son travail et c'est de gros investissements. Je pense que le second pendant qu'il faut régler très vite, c'est le problème du comportement des citoyens. Nous faisons des campagnes de sensibilisation, nous échangeons avec les populations, mais cela reste à faire...

Après les comportements des citoyens, parlons des problèmes dont

souffrent les réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales. Quels sont-ils ? Quelles solutions ont été préconisées pour y remédier ?

Les réseaux d'évacuation souffrent de problèmes de comportements citoyens, de problèmes de civisme et de problèmes de discipline. Il n'y a pas de solution. Ou bien, la seule qui vaille c'est que les gens comprennent, comme aux Parcelles Assainies, que les réseaux d'évacuation des eaux sont les leurs, qu'ils leur appartiennent. Sur la corniche de Dakar, du Tribunal au Méridien, tous les regards ont été posés sur les égouts pour trans-écrire la conséquence, que le sable entre dans les égouts plus des



autres déchets plus ou moins solides. À la moindre pluie, tout est bouché. Le problème des réseaux d'évacuation, c'est le problème des populations. Ce n'est pas un problème de gestion de l'État. On fait beaucoup d'efforts, de la sensibilisation.

Quelles sont les facilités accordées aux populations démunies pour leur accès au système d'assainissement ?

Il faut faire la part des choses entre les populations démunies de Dakar de celles dans le monde rural et n'ont pas forcément beaucoup de moyens. Dans tous nos projets en termes de branchements à l'égout, nous finançons les 80%. Nous nous rendons dans des zones où le branchement est gratuit. Maintenant, il arrive que certains fassent la demande de branchement dans les centres urbains, et dans ce cas, nous assurons la fourniture du matériel. Puis, nous facturons à l'identique. Mais, les gens trouvent toujours que c'est cher. On aurait souhaité que ce soit gratuit mais la gratuité n'existe nulle part. Il y a un service et ça a un coût. Je l'ai dit tantôt, nos États n'ont pas de ressources financières. Je pense qu'il faut revenir sur l'aménagement du territoire pour constater que les gens bâtissent d'abord leur maison pour ensuite déclarer qu'ils ont des problèmes d'assainissement, alors que cela devait être intégré au départ. Nous avons donc des problèmes d'aménagement du territoire qui sont à la base des difficultés d'assainissement.

Existe-t-il une synergie d'action entre l'ONAS et la Direction de l'Assainissement rural pour une meilleure harmonisation des activités ?

Oui, il y a une très bonne cohérence. Nous appartenons à un même ministère. Nous sommes en parfaite synergie. Je l'ai dit plus haut, la DA s'occupe d'aspects stratégiques alors que nous, à l'ONAS, on est plus opérationnel. Encore une fois, le Sénégal fait partie des pionniers dans le domaine de l'assainissement. Nous sommes un modèle de référence. Beaucoup de pays viennent copier ce que nous faisons. En disant une boutade, je disais que nous sommes, certes, premier parmi les premiers, mais il y a encore un gap très important à combler.

Sur un budget de 634,717 milliards FCFA consacré à l'Assainissement,

seuls 28% ont pu être mobilisés. Cela n'est pas la première source de blocage pour l'atteinte des objectifs? Qu'est-ce qui a pu être à l'origine du blocage de la mobilisation du reste du budget?

Le problème, c'est la date de mobilisation de ce budget dont vous parlez. Le projet dure entre trois et quatre ans, parfois cinq ou six ans. Quand vous faites la situation des décaissements dans une telle situation, à la 1ère année, vous êtes à des taux comme celui-ci...

Il n'y a pas de retard ?

Les décaissements sont en parfaite cohérence avec les niveaux d'exécution. Et en général, dans les projets de ce genre, nous arrivons à exécuter tout le budget. Il n'y a vraiment pas de blocage. Il faut juste phaser les décaissements avec le niveau d'avancement des travaux. Nous n'avons pas de souci à ce niveau. Nous avons des équipes efficaces, performantes et les projets avancent. D'ailleurs, pour éviter ce que vous dites là, nous tenons une réunion mensuelle avec tous les collaborateurs pour savoir où nous en sommes sur l'état d'exécution des projets.

Parlant de l'exécution des programmes d'assainissement, l'ONAS s'associe souvent avec des Partenaires techniques et financiers (PTF). Qui sont-ils et pour quels projets?

Les Partenaires techniques et financiers, c'est tout ! Il y a l'Agence Française de Développement (AFD), la Coopération Hollandaise, la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), la Banque Islamique de Développement (BID), la BA-DEA, la Banque Mondiale, etc. Je pense qu'on a une dizaine de PTF. Et pour la plu-

« En 1996, l'Etat du Sénégal avait uniquement procédé à la réforme de l'Eau Potable. Il fallait réformer aussi l'Assainissement. Ainsi, on n'aurait pas eu les problèmes que nous connaissons aujourd'hui dans le secteur... »

qui est de l'assainissement autonome. Elle nous accompagne depuis longtemps. Elle a montré la voie, celle consistant à prouver qu'il y a une possibilité de faire autrement pour arriver à régler le problème de l'assainissement aux populations du monde en général, du Sénégal en particulier. Dans le cadre de ce projet, il y a des pays mentors. Le Sénégal est mentor du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Congo, du Mali et de beaucoup de pays, dans le domaine. C'est nous qui montrons la voie à suivre...

Pour exécuter les travaux dans les localités, l'ONAS collabore avec les Collectivités locales. Comment appréciez-vous cette collaboration? Quels sont les problèmes que vous avez eu à rencontrer? Et comment les gérez-vous?

Nous collaborons avec les Collectivités tout autant qu'avec le Commandement territorial. C'est une démarche inclusive. Nous travaillons pour les populations, représentées par les collectivités locales. La collaboration se passe assez bien. Chaque saison des pluies, nous travaillons en étroite collaboration avec toutes les collectivités locales pour faire avancer les choses. Nous les aidons à faire les plans de financement. Récemment, nous avons signé une convention de financement avec la Mairie de Grand-Dakar pour les aider à améliorer leur système d'assainissement. Il est arrivé qu'on ait besoin d'un site pour y implanter une station et qu'il ne soit pas

pulations de façon ouverte et pour l'intérêt général. Ce qu'on fait à Touba, c'est pour l'intérêt général.

Enfin, quel est le style de management de Lansana Gagny Sakho qui explique votre réputation de «manager qui fait des résultats, partout où il passe» ?

Je m'attelle à mettre en pratique ce que j'ai toujours fait dans ma carrière professionnelle, c'est à dire partager, expliquer clairement une vision, avoir des objectifs précis et susciter une participation active de tous les membres de mon équipe. Mais je suis surtout, très explicite et cohérent sur la performance. Et quand je dois prendre une décision, je n'hésite pas une seule minute quelles qu'en soient les éventuelles conséquences.

J'ai commencé à servir mon pays, ce pays qui m'a tout donné, en octobre 2014 avec l'OFOR. Travailler pour son pays, retourner l'ascenseur, être un modèle pour la jeunesse, casser les stéréotypes qu'ont mes concitoyens de la fonction publique, donnent une autre dimension.

Je dois avouer que dans ce combat, je suis plutôt guidé par beaucoup de passion et un engagement absolu. Cette position me donne une énergie prodigieuse qui permet de soulever des montagnes. En réalité, cela est devenu un jeu du fait de l'énorme plaisir que me procure ce job. Je n'y perçois aucune difficulté, et tout y est opportunité. Cette énergie inépuisable à toujours aller plus loin pour comprendre et réaliser..., c'est peut-être cela la source de ce que vous appelez résultats...

« Notre rôle et responsabilité, en tant qu'Etat, c'est d'être un Régulateur. Mais, l'Exploitation, elle, doit être du ressort du Secteur privé... »

part, ce sont des accords de prêts qu'ils font avec le Sénégal. Mais, le PTF particulier dont je voudrais bien parler, c'est la Fondation Bill et Melinda Gates qui a fait un don à l'Etat du Sénégal pour expérimenter des solutions innovantes en matière d'assainissement autonome. Cette fondation a pris le risque de faire du Sénégal, le pilier, un pays-laboratoire pour ce

disponible. Nous négocions avec les populations pour trouver un accord ou trouver un autre site. Par exemple, à Touba, nous avons finalement pu trouver la solution. Et le site qu'on n'avait pas obtenu n'était pas forcément le lieu où nous devions réaliser la station. Pour trouver une solution à tout problème, il faut nécessairement négocier et discuter avec les po-